

Mais de là à dire ou à soupçonner qu'entre l'Exécutif et moi-même il puisse y avoir entente pour tromper le public médical, ou pour «se moquer des décisions de l'assemblée générale», la distinction est trop forte pour laisser passer, sans protestation, pareil avancé ou pareil soupçon.

Avec votre bienveillante permission j'en profite pour répondre discrètement aux motifs généraux de votre critique. Ce n'est pas une polémique que j'entends continuer. C'est une simple mise au point que j'adresse à l'un de mes supérieurs, avec prière d'en faire ce que justice lui dictera.

*
* *

Vous prenez occasion, Monsieur le gouverneur, du fait que durant l'exercice 1914-15, les dépenses ont dépassé les revenus, pour critiquer l'administration.

Je n'entends pas vous donner ici, ce que j'ai déjà fait dans un long mémoire adressé à l'Exécutif, les raisons permanentes de cette dépression dans nos finances; mais je me permets de vous rappeler que cette dépression était depuis longtemps prévue.

Depuis cinq ans, à maintes reprises, l'attention de l'Exécutif et de l'assemblée générale fut attirée sur ce fait inéluctable. Et depuis cinq ans, l'Exécutif surtout, s'en est fort préoccupé. Si je ne me trompe, le projet de la diminution du nombre des gouverneurs fut une des conséquences de cette préoccupation.

Nous savions tous qu'en 1914-15, première cinquième année du cours de cinq ans, parce qu'il n'y aurait pas d'élèves finissants dans aucune de nos trois universités, le revenu de nos licences serait à peu près ce qu'il a été: \$4,000 de moins qu'en 1910. Maintenant, si vous tenez compte qu'en 1914 le nombre de nos examinateurs, de 42 qu'il était, fut porté à 64 avec une